

Pour un bon nombre de nos compatriotes les turbulences qui secouent l'UAG les dépassent. Le fonctionnement interne d'une telle université présente sur trois territoires n'est pas évident à comprendre. Il s'agit cependant d'un enjeu fondamental pour l'avenir de la jeunesse de Martinique, Guadeloupe et Guyane.

Les dysfonctionnements internes de l'UAG étaient réels et les besoins des étudiants guyanais n'étaient pas suffisamment pris en compte (absence de restauration, absence de transports, sous-encadrement pédagogique et administratif). Il fallait rétablir l'équité entre les territoires et permettre à tous les jeunes de Guyane d'accéder à une formation supérieure de qualité et développer une recherche permettant le développement économique du territoire.

Cependant, au lieu de prendre ses responsabilités, le gouvernement, représenté par la ministre de la Justice, a préféré le passage en force plutôt que la concertation, l'illégalité plutôt que le respect des lois, le coup d'État plutôt que la démocratie. Cette gestion désastreuse de la crise universitaire dans les Antilles et la Guyane crée un état de fait dangereux pour l'université, notre jeunesse et nos territoires. Cette gestion désastreuse de la crise est le signe du mépris néocolonial du gouvernement pour nos territoires dont il ne se souvient qu'en période électorale. Cette gestion désastreuse précarise l'avenir des 13 000 étudiants de l'UAG et celui des milliers de lycéens antillo-guyanais pour assurer l'avenir électoral de la ministre de la Justice.

Face à cette situation, le PG Martinique demande une remise à plat des structures et de la gouvernance de l'UAG pour assurer le meilleur avenir pour la jeunesse de nos pays. Cela passe aussi par le maintien d'une recherche de qualité, reconnue au niveau international et qui assure tant la qualité des enseignements dispensés que le rayonnement de nos territoires. Enfin, plus généralement, le gouvernement doit, comme il l'a promis, faire de la jeunesse une priorité, aussi bien en Guyane où 44 % de la population à moins de 25 ans qu'aux Antilles où la jeunesse subi un chômage de plus de 60 %.

Une université ayant les moyens suffisants pour une recherche et un enseignement de qualité est indispensable pour l'avenir des jeunes antillais et guyanais et des territoires français de la Caraïbe.